Les réformes engagées par le Maroc ont consolidé sa position sur la scène régionale et internationale

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 26-01-2011 22:40:32

Les réformes engagées par le Maroc dans les différents domaines ont consolidé sa position sur la scène régionale et internationale et consacré le Royaume en tant que premier pays de la région à accéder au statut avancé dans ses relations avec l'UE, a souligné mercredi à Rabat le ministre de l'Intérieur, Taieb Cherqaoui.

Lors d'une séance de travail avec une délégation du Groupe d'amitié France-Maroc à l'Assemblée nationale, en visite au Maroc, le ministre a indiqué que les deux pays sont liés par des relations anciennes et fortes d'amitié et de coopération.

"Le Maroc et la France sont liés par des relations anciennes et fortes d'amitié et de coopération, par des valeurs de démocratie, de liberté et d'ouverture mais aussi et surtout par des liens humains et des rapports de fraternité", a dit M. Cherqaoui.

Le Maroc, sous la conduite éclairée de SM le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, s'est engagé dans un processus de réformes visant l'édification d'un modèle sociétal moderniste et progressiste, basé sur le respect des droits de l'Homme, l'ancrage des valeurs démocratiques, l'amélioration des indicateurs socio-économiques et l'ouverture à l'environnement régional et international, a-t-il relevé.

Lors de cette rencontre, marquée par la présence notamment du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, M. Mohamed Saad Hassar, M. Cherqaoui a passé en revue les réformes importantes menées dans le Royaume, citant notamment la mise en place du Conseil consultatif des droits de l'Homme et de l'Instance Equité et Réconciliation, "qui a permis de lire et de tourner une page de l'histoire pour mieux se tourner vers le futur" .

M. Cherqaoui a mis en exergue les vastes chantiers économiques entrepris au Maroc, notamment les ports de Tanger Med et de Nador, le Plan Maroc vert, le Plan Azur, les projets d'offshoring ainsi que ceux relatifs au développement des énergies propres.

Le ministre a également souligné que l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH), lancée par SM le Roi Mohammed VI que Dieu L'assiste, constitue un projet sociétal de grande envergure et une nouvelle philosophie de développement durable.

La coopération entre le Maroc et la France en matière de décentralisation et de déconcentration constitue une priorité pour le Maroc, eu égard à l'expérience avérée de la France dans ce domaine, a-t-il poursuivi.

Le ministre s'est félicité de la démarche globale initiée par le Maroc dans ce domaine, puisque le projet d'appui à la décentralisation (PAD Maroc) a permis de couvrir de larges horizons inhérents à l'amélioration des conditions d'exercice par les collectivités locales des compétences.

M. Cherqaoui a cité à cet égard l'intensité des échanges des visites des gouverneurs et des préfets de régions, les jumelages ainsi que l'engagement des entreprises françaises notamment dans la gestion déléguée des services au niveau de plusieurs villes.

Evoquant la question de sécurité régionale, le Maroc mobilise des moyens colossaux pour sécuriser ses frontières et lutter contre le crime transnational, a indiqué le ministre, soulignant que "le contexte régional marqué par la précarité sécuritaire qui prévaut dans la bande sahélo-saharienne nous impose une vigilance plus accrue".

Cette zone, plaque tournante de trafics illicites, constitue le terrain de prédilection d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et émerge désormais en tant que principale menace à laquelle les pays de la région sont confrontés, a-t-il relevé. A ce niveau, plusieurs réseaux terroristes et des filières du crime organisé transfrontalier ont été démantelés, a-t-il dit.

La lutte contre les réseaux de trafic des migrants a permis durant les cinq dernières années de réduire de plus de 91% les flux migratoires illégaux vers l'Europe, a expliqué M. Cherqaoui.

Selon le ministre, les efforts déployés dans le domaine de la lutte anti-drogue ont abouti à une baisse de plus de 67% des superficies cultivées en cannabis ainsi qu'à des saisies importantes. Il a exprimé sa satisfaction quant à la qualité de coopération bilatérale opérationnelle dans ces domaines.

De son côté, M. Jean Roatta, président du groupe d'amitié France-Maroc à l'Assemblée nationale française, a indiqué dans une déclaration à la presse l'issue de cette séance de travail, que plusieurs questions ont été abordées particulièrement la question du Sahara, la sécurité régionale et la lutte contre l'immigration illégale.

Les problèmes d'ordre sociétal ainsi que la situation actuelle au Maghreb ont été également au centre de ces entretiens, a poursuivi M. Roatta, ajoutant que l'objectif est de "travailler ensemble pour avoir des solutions à ces problèmes".

En visite dans le Royaume du 25 au 29 janvier, les membres de la délégation parlementaire française auront des entretiens avec plusieurs hauts responsables marocains.

MAPF